La procédure d'enquête testimoniale à la fin du Moyen Âge : l'exemple angevin

Aurore Lafosse

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/1141>

DOI : 10.4000/abpo.1141

ISBN : 978-2-7535-1497-3

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 20 mars 2005

Pagination : 101-119

ISBN : 978-2-7535-0125-6

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Aurore Lafosse, « La procédure d'enquête testimoniale à la fin du Moyen Âge : l'exemple angevin », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 112-1 | 2005, mis en ligne le 20 mars 2007, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/1141> ; DOI : 10.4000/abpo.1141

La procédure d'enquête testimoniale à la fin du Moyen Âge : l'exemple angevin

Aurore LAFOSSE

Étudiante, université d'Angers

Issu du latin *inquirere* signifiant *chercher à savoir le détail*, enquêter c'est interroger pour découvrir la vérité. Au sein du domaine judiciaire, l'enquête testimoniale est un système probatoire permettant au juge d'examiner un certain nombre de témoins afin d'orienter sa décision. Cette procédure constitue le mode d'instruction privilégié des cours de justice de la fin du Moyen Âge, qu'elles soient seigneuriales, provinciales ou royales. Une telle prédominance est à mettre en relation avec le développement d'un État centralisé à partir du XIII^e siècle. Précédé par le concile de Latran IV qui, en 1215, condamne les ordalies, Saint Louis promulgue deux ordonnances en 1254 et 1258 supprimant de telles épreuves, ainsi que le serment purgatoire et le duel judiciaire, au civil et au criminel. Par référence à l'enquête jurée appliquée en Normandie et en Angleterre qui consiste à faire envoyer un enquêteur par la propre décision de la cour afin de recueillir les dépositions des voisins, l'enquête remplace officiellement ces preuves et trouve sa place dans la procédure inquisitoire.

La redécouverte d'un tel système probatoire à partir du XIII^e siècle et sa progressive imposition face aux ordalies ne relève pas d'un processus de rationalisation du système judiciaire, mais tient plus du fait que l'État royal naissant cherche à asseoir son pouvoir sur ses sujets en leur imposant le recours aux rouages des institutions judiciaires, donc à l'État, pour régler leurs différends. L'enquête est plus considérée comme un outil de renforcement du pouvoir judiciaire royal qu'un substitut aux ordalies. Celles-ci ne disparaissent d'ailleurs pas complètement après la promulgation des ordonnances de Saint Louis : alors que l'enquête s'impose progressivement au civil, elle reste le recours privilégié pour les affaires criminelles. Il n'y a donc pas succession des deux systèmes probatoires, mais bien cohabitation chronologique, chacun dans son domaine spécifique. Tout au long du bas Moyen Âge, qu'ils soient canonistes ou romanistes, les juristes considèrent également la preuve testimoniale comme supérieure à la preuve lit-

térale, donnant lieu au célèbre adage « Témoins passent lettres ». L'importance des faux actes en circulation pendant cette période constitue une cause majeure de cette préférence. Il faut attendre le développement de l'institution notariale et l'ordonnance de Villers-Cotterêts de 1539 instaurant la tenue de registres paroissiaux pour que l'écrit soit de plus en plus considéré comme une preuve tangible et sûre. Le ^{xvi}^e siècle voit alors se développer et s'institutionnaliser le recours à l'acte rédigé comme preuve, ce que Charles IX officialise en 1566 par l'article 54 de l'ordonnance de Moulins qui remplace la preuve testimoniale par la preuve écrite, ne faisant bien sûr pas disparaître l'enquête, mais lui ôtant sa suprématie¹.

Les Archives départementales de Maine-et-Loire regroupent cent sept registres d'enquêtes répartis inégalement dans quatre séries de classement : E, J, G et H avec respectivement sept, huit, trente-sept et cinquante-cinq pièces, le tout représentant une masse documentaire de mille cinq cent cinquante cinq folios (dont mille quatre cent vingt-six regroupés en registres de papier et cent vingt-neuf en registres de parchemin) et de 3,80 mètres de rouleaux en papier. Les Archives départementales de la Sarthe renferment dans la série H deux enquêtes se déroulant à La Flèche², l'une sur un folio de parchemin et l'autre dans un registre en papier de huit folios. Enfin, une autre procédure se déroulant à Craon³ est conservée aux Archives départementales de la Mayenne dans la série G sur trois folios de parchemin⁴. Il faut ajouter à tous ces documents l'ensemble des pièces annexes de la procédure judiciaire composé de mémoires produits par les parties, de lettres ordonnant de mener l'enquête, de reproches adressés aux témoins du camp adverse, de *saluations* effectuées contre ces dernières actions, d'inventaires des actes produits par les parties et de sentences. Bien entendu la totalité des actes d'une procédure est rarement conservée puisqu'une ou plusieurs autres pièces de l'instruction n'ont été conservées que pour soixante-deux enquêtes. L'action engagée en 1486 par l'abbaye

1. Ce bref rappel historique se base sur trois articles du *Dictionnaire du Moyen Age*, GAUVARD, Claude, LIBERA, Alain de et ZINK, Michel (dir.), Paris, 2002 : celui de Claude Gauvard sur l'enquête (p. 479-481) et ceux de Dominique Barthélemy sur la preuve et les ordalies (p. 1020-1022 et p. 1139-1140).

2. La Flèche (Sarthe, ch.-l. arr., situé à l'époque dans le duché d'Anjou) ; Arch. dép. de la Sarthe, H 280 (12 mars 1492) et H 600, f° 133-140.

3. Craon (Mayenne, ch.-l. cant., arr. Château-Gontier, situé à l'époque dans le duché d'Anjou) ; Arch. dép. de Mayenne, 18 G 11, f° 34-35 bis.

4. Ces chiffres ont été obtenus à la suite d'un travail axé sur l'utilisation de telles sources comme bases d'une étude sociale menée en maîtrise sur un échantillon de trente-deux enquêtes de la seconde moitié du ^{xv}^e siècle et étendu au cours d'un DEA à l'ensemble des procédures retrouvées aux Archives départementales de Maine-et-Loire, de la Mayenne et de la Sarthe : LAFOSSE, Aurore, *Une source judiciaire d'histoire sociale. Les enquêtes testimoniales en Anjou et dans le Maine à la fin du Moyen Âge (1380-1530)*, mémoire de DEA, Angers, 2004. Je tiens à remercier M. Matz de me permettre d'en publier quelques résultats. Très peu d'enquêtes étant mentionnées par les inventaires, il est fort probable qu'un tel recensement ne soit pas exhaustif. Un graphique contenant la répartition annuelle des enquêtes retrouvées ainsi qu'une carte précisant leur localisation sont insérés en annexe de cet article.

Saint-Serge d'Angers auprès du sénéchal d'Anjou pour la possession de la dîme de la seigneurie de Juigné à Morannes⁵ contre Ambroise Placier, le curé de la paroisse, est en ce domaine exemplaire car sont toujours disponibles l'enquête principale, trois enquêtes de procédure, des mémoires et inventaires d'actes produits par les deux parties et la sentence. L'échantillon proposé est assez conséquent et diversifié pour être représentatif de ce que devait être cette procédure à la fin du Moyen Âge au sein de l'espace coutumier angevin. La répartition géographique des enquêtes retrouvées est contrastée avec une forte concentration dans le Saumurois et à Angers, ces deux régions regroupant plus de la moitié des procédures. Il faut voir là un aléa de la conservation qui a sans doute également influé sur leur étalement chronologique. Elles s'étendent sur cent cinquante années, de 1380, date du premier registre retrouvé, à 1530 avec un afflux de production dans la seconde moitié du xv^e siècle et le début du xvi^e, plus de la moitié des enquêtes ayant été menée entre 1450 et 1510.

Typologie des enquêtes

Par son essor à la fin du xiii^e siècle, le Parlement de Paris définit les contours de la procédure d'enquête qui est réglementée par la Coutume d'Anjou. L'enquête intervient à différents stades de l'instruction judiciaire et peut revêtir divers aspects, donnant naissance à plusieurs types de procédures dont sept se retrouvent en Anjou.

L'information constitue la première enquête dans la marche du procès. Face à la constatation d'un délit quelconque n'ayant pas entraîné la déposition d'une plainte, elle est ordonnée d'office par le juge dans le cadre de la procédure inquisitoire. Cette action doit rester secrète et n'autorise pas une cour à statuer sur ses seuls résultats. Sont conservées seize de ces procédures⁶.

L'enquête « classique » intervient alors. Cette procédure est la plus couramment rencontrée avec cinquante-huit occurrences⁷. Une fois la plainte enregistrée ou l'information effectuée, les parties en opposition produisent des mémoires afin d'exposer leurs positions appelées *positiones* et *deffensiones*. Si elles ne parviennent pas à s'accorder à ce stade ou que le juge n'estime pas pouvoir rendre sa sentence par la seule consultation de ces productions, il peut ordonner la tenue d'une enquête⁸. Demandeur et défendeur transforment alors leurs écritures en articles sur lesquels sont interrogés les témoins qu'ils choisissent, à raison d'un nombre maximum de dix

5. Morannes (Maine-et-Loire, cant. Durtal, arr. Angers); Arch. dép. de Maine-et-Loire, H 1087 (22 octobre 1486).

6. Par exemple, Arch. dép. Maine-et-Loire, E 1304, f° 92-142, G 537, f° 11, H 1557 (19 septembre 1456).

7. Notamment, Arch. dép. de Maine-et-Loire, 8 J 115 (20 décembre 1477), Arch. dép. Mayenne, 18 G 11, f° 34-35 bis, Arch. dép. de la Sarthe, H 280 (12 mars 1492).

8. BEAUTEMPS-BEAUPRE, Charles-Jean, *Coutumes et institutions de l'Anjou et du Maine antérieures au xvi^e siècle, coutumes et styles*, Paris, 1877, t. 3, p. 20.

déposants par article ayant au préalable prêté serment. En cas de litige à propos de la possession d'une terre ou d'un quelconque droit s'appliquant sur un territoire donné (dîme, chasse...), une montrée de la zone contentieuse est ensuite effectuée. Cela consiste à présenter *de visu* à l'enquêteur, mais aussi et surtout aux témoins, les lieux à propos desquels ils vont être interrogés, afin qu'il n'y ait aucun amalgame possible. Pour qu'une telle procédure ait une valeur légale elle doit s'effectuer sous le contrôle d'un sergent royal et après avoir convoqué la partie adverse. La présence expresse de cette dernière n'est toutefois pas obligatoire et peut lui être demandée ultérieurement⁹, alors que celle des futurs témoins est indispensable¹⁰. Si le droit romain ne connaît pas le secret de l'instruction, pour des raisons pratiques et déontologiques, la coutume l'introduit au cours du Moyen Âge. Les juristes, ayant conscience de l'influence que peut avoir la présence des parties lors de l'interrogatoire des témoins (menaces, pressions, orientation des réponses...), tendent de plus en plus à le mener dans le secret. Afin de rester en adéquation avec le droit romain, les parties sont autorisées à voir jurer tous les témoins, mais ceci fait, elles ne peuvent plus intervenir dans la procédure. Une fois leurs témoignages effectués à huit clos avec l'enquêteur et son adjoint scribe, les témoins ne peuvent évoquer leur contenu en public afin de ne pas permettre aux parties d'orienter les dires des déposants restant à examiner¹¹.

L'enquête à futur et mémoire perpétuelle est spécifique par les témoins qui y sont entendus. Qu'elles soient âgées, malades ou sur le point d'effectuer un long déplacement, ces personnes sont dans l'incapacité physique ou matérielle d'attendre la date légale de l'enquête pour témoigner. La Coutume d'Anjou autorise alors l'enquêteur à les interroger en avance si des lettres royales les mandatent¹², ce qui arrive douze fois¹³.

Créée par Saint Louis à la fin de son règne, l'enquête par turbe intervient quand une controverse apparaît sur l'existence ou l'interprétation d'une coutume. Deux exemples en ont été retrouvés pour l'Anjou¹⁴. À la demande d'une des parties ou de sa propre initiative, le juge rassemble un groupe de personnes dont il présuppose la connaissance en cette matière et dont l'avis prouve ou infirme la légitimité de la norme en question. La Coutume d'Anjou exige la présence de dix témoins pour valider l'avis d'un tel conseil¹⁵.

9. *Ibidem*.

10. *Ibid.*, t. 2, p. 61.

11. Remarques apportées par Yves Mauseu au cours d'une journée d'études organisée par l'université d'Angers le 7 mai 2004 sur les usages sociaux de la justice et ayant pour intitulé « *Articuli, positiones, defensiones, interrogationes* : l'examen des témoins entre secret et influence », à paraître.

12. BEAUTEUPS-BEAUPRE, Charles-Jean, *Coutumes...*, *op. cit.*, *coutumes et styles*, t. 4, p. 205-206.

13. Entre autres, Arch. dép. de Maine-et-Loire, E 904 (13 juin 1481), H 2105, f° 124-143, 179 H 11 (4 mars 1396).

14. Arch. dép. de Maine-et-Loire, 181 H 11 (5 décembre 1506) et 8 J 18 (9 février 1496).

15. BEAUTEUPS-BEAUPRE, Charles-Jean, *Coutumes...*, *op. cit.*, t. 2, p. 202.

L'attestation de témoins constitue une procédure particulière au cours du déroulement d'un procès. Demandée par une partie, ou sur la propre initiative du juge par treize fois¹⁶, elle consiste à prouver que toutes les étapes de la procédure ont été respectées et entreprises dans les règles. Faisant en général appel à un nombre restreint de témoins, elle peut par exemple être entreprise pour établir que les parties ont bien été assignées aux prestations de serment de leurs témoins et qu'elles ne s'y sont pas rendues en toute connaissance de cause. Elle sert donc à justifier l'intégrité du juge quand celle-ci est remise en cause par l'une ou l'autre des parties.

Une fois l'enquête principale remise au juge et divulguée publiquement, les enquêtes de procédure interviennent. Selon la Coutume d'Anjou, chaque partie peut alors adresser des reproches aux témoins de son adversaire, afin d'en discréditer les propos, puis, dans le sens contraire, prouver l'intégrité de ses déposants par des *saluations*¹⁷. Ces actions donnent parfois lieu à de nouvelles enquêtes, qualifiées « d'enquêtes pour reproches de témoins » et « d'enquêtes pour *saluations* contre reproches de témoins », ce qui se produit six fois dans les sources conservées¹⁸. La majorité des acteurs d'un procès se contente cependant de mémoires pour attaquer ou défendre les différents témoins, le coût d'une enquête y étant sans aucun doute pour beaucoup.

L'enquête administrative ne relève pas en soi du domaine judiciaire. Son initiative, collective ou individuelle, vient de communautés ou de sujets requérant l'octroi de privilèges. Il peut s'agir de demander la création de nouvelles foires, la création ou la rénovation de systèmes de défense (pont-levis, forteresse)... L'enquête constitue alors un moyen pour le pouvoir de jauger l'utilité et le bien-fondé d'une telle supplique et est utilisée trois fois en Anjou¹⁹.

Ces enquêtes interviennent afin de régler des litiges de toutes sortes qui relèvent essentiellement du civil. Pour trente-six d'entre eux, ils sont liés à une question foncière, que ce soit la possession d'une pièce de terre, d'une seigneurie ou d'une rue. Dans vingt-deux cas, le problème est purement religieux puisqu'il concerne la possession de dîme ou de noales, aussi bien que la préséance à des processions... La détention de droits divers comme ceux de pêche, de chasse, d'étalage, de justice, de péage, de vente, de mesures, de succession, de passage... donne lieu à vingt-deux procédures, le défaut de paiement d'une rente à neuf, le non respect d'une décision de justice à cinq et la ratification d'un testament à quatre. Dix enquêtes sont menées pour garantir le bon déroulement de l'instruction (attestations de

16. Par exemple, Arch. dép. de Maine-et-Loire, G 1187, f° 9, 1 HS B 140, f° 108, 8 J 18 (30 septembre 1498).

17. BEAUTEMPS-BEAUPRE, Charles-Jean, *Coutumes...*, *op. cit.*, p. 205.

18. Arch. dép. de Maine-et-Loire, 10 G 2 (10 décembre 1468 et 10 décembre 1468), H 1087 (17 avril 1486, 25 novembre 1486 et 26 novembre 1486) et 1 HS B 14 (5 septembre 1426).

19. Arch. dép. de Maine-et-Loire, E 1323, f° 29, G 537, f° 18 et G 547 (30 décembre 1529).

témoins, enquêtes pour reproches de témoins...). Finalement, seules trois enquêtes sont demandées pour régler une affaire de meurtre ou de coups et blessures : une menée en septembre et octobre 1513 à Gonnord²⁰ par Étienne Thomas, sergent de Joué et Etiau²¹, suite au meurtre de Jeanne Bretin par Mathurine de Brie ; une autre est entreprise par Pierre Troussart, sergent de la seigneurie de l'abbaye Saint-Maur-sur-Loire au Thoureil²² suite à une bagarre entre René Pleumegau et Jean Jayet et enfin une dernière est ordonnée par Jean du Bellay en tant qu'abbé de Saint-Florent de Saumur pour prouver que Jean Taupier, prêtre, qui, attaqué par une bande de brigands, a tué un de ses agresseurs en état de légitime défense²³.

Par l'origine des fonds conservés dans les différents centres d'archives, les parties en opposition dans les enquêtes sont surtout composées d'établissements ecclésiastiques et de grands seigneurs laïcs. Avec vingt-quatre enquêtes dans lesquelles elle prend part pour son propre temporel ou par le biais d'un de ses prieurés, l'abbaye Saint-Florent de Saumur²⁴ est la principale concernée. Son prestige et son importance, mais avant tout l'étendue de ses possessions foncières y sont pour beaucoup. Certains de ses membres sont également particulièrement actifs en la matière, comme par exemple Gilles de Fay, prieur du prieuré d'Allonnes²⁵. En tant que seigneur de la paroisse, il est à lui seul à l'origine de six enquêtes se déroulant de 1460 à 1486 et concernant les droits de justice et de mesure²⁶, la possession d'une gagnerie²⁷, ainsi que le droit de lever la dîme sur la seigneurie du Pré et de Nazé²⁸. L'abbaye de Fontevraud²⁹, le chapitre cathédral Saint-Maurice d'Angers et l'Hôtel-Dieu Saint-Jean l'Évangéliste d'Angers apparaissent également chacun une dizaine de fois. Enfin, les seigneurs de Jarzé³⁰ Jean et Charles Bourré interviennent six fois, principalement en litige avec Jean Fresneau, seigneur de la Fresnay³¹.

Déroulement d'une enquête

L'enquête est ordonnée par le juge saisi de l'affaire. Son statut est mentionné dans cinquante-cinq enquêtes, faisant ainsi apparaître qu'en Anjou

20. Gonnord (Maine-et-Loire, commune de Valanjou, cant. Thouarcé, arr. Angers) ; Arch. dép. de Maine-et-Loire, G 537, f° 171-175.

21. Joué, Etiau (Maine-et-Loire, commune de Valanjou, cant. Thouarcé, arr. Angers).

22. Le Thoureil (Maine-et-Loire, cant. Gennes, arr. Saumur) ; Arch. dép. de Maine-et-Loire, H 1557 (sans date).

23. Arch. dép. de Maine-et-Loire, H 2075 (15 mai 1471).

24. Saumur (Maine-et-Loire, ch.-l. arr.).

25. Allonnes (Maine-et-Loire, cant. et arr. Saumur).

26. Arch. dép. de Maine-et-Loire, G 811, f° 47-48, f° 60-69 et f° 123-151.

27. Arch. dép. de Maine-et-Loire, G 812, f° 54 à 83.

28. Arch. dép. de Maine-et-Loire, G 811, f° 235-356 et G 814, f° 106-111.

29. Fontevraud-l'Abbaye (Maine-et-Loire, cant. et arr. Saumur).

30. Jarzé (Maine-et-Loire, cant. Seiches-sur-le-Loir, arr. Angers).

31. La Fresnay (Maine-et-Loire, commune de Jarzé). Arch. dép. de Maine-et-Loire, 8 J 18 (9 février 1496, 26 janvier 1497, 27 septembre 1498 et 30 septembre 1498).

les trois jalons de la justice ont recours à ce système probatoire, à savoir la justice seigneuriale, ducal et royale. La plus grande part des enquêtes est menée au nom de la sénéchaussée puisque c'est le cas pour trente-trois d'entre-elles. Elles sont ordonnées quatorze fois par le juge ordinaire d'Anjou et du Maine, douze fois par un adjoint du sénéchal, quatre fois par un lieutenant du juge ordinaire et enfin une fois par le sénéchal en personne, le sénéchal des eaux et forêts et l'enquêteur d'Anjou. Mais onze enquêtes sont aussi commanditées par des instances locales : quatre fois par un juge d'assises locales, trois fois par un sénéchal local et une fois par le lieutenant d'un sénéchal local, la garde des sceaux royaux de Saumur, le procureur de la cour de Saumur et le juge de la prévôté d'Angers. En cas d'appel ou d'exemption ce sont des instances royales qui sont à l'origine des enquêtes, ce qui est le cas pour six d'entre-elles, ordonnées par deux fois par le Conseil royal et par les généraux de la justice des aides ainsi qu'une fois par la Chambre des requêtes et l'enquêteur royal. Enfin, trois enquêtes sont conduites au nom du bailli de Touraine et des ressorts et exemptions d'Anjou et du Maine ou de son juge et deux sur ordre de l'abbé de Saint-Florent de Saumur. Au cours de six procédures le juge chargé de l'affaire mène l'enquête en personne. Par exemple, François Binet, licencié en lois et Jean Binet, docteur en lois, tous deux juges ordinaires d'Anjou, conduisent en personne une enquête, respectivement les 6 et 7 novembre 1508 à Angers quant au partage d'une dîme entre le chapitre Saint-Maurice d'Angers et René de Maille, curé de Grézillé³², et les 31 mars et 1^{er} avril 1478 à Fontevraud-l'Abbaye pour la possession d'une dîme par l'abbaye du même lieu, mise en doute par Jeanne Chabot, dame de Montsoreau³³.

Dans la plupart des cas recensés, le juge délègue cependant cette responsabilité à un enquêteur. Comme il est payé à la tâche³⁴, un commissaire ne se voit pas confier une mission de façon aléatoire. Tout est fonction de la situation financière de la partie pour laquelle il travaille, car plus un enquêteur est haut placé dans l'appareil judiciaire, plus le montant de ses émoluments est élevé. En tout cas, la Coutume d'Anjou recommande au sénéchal et au juge ordinaire de ne pas effectuer ces commissions eux-mêmes, sauf pour des causes importantes et pour des parties pouvant supporter ces frais, la décision étant abandonnée « à leur honneur³⁵ ». L'office d'enquêteur a connu une évolution un peu plus tardive que celle des enquêtes, puisqu'il a été créé pour diminuer la surcharge de travail que ces instructions faisaient peser sur les magistrats. L'existence de cette charge en Anjou est ainsi révélée à partir de la fin du XIV^e siècle³⁶. En tant que représentants de la justice, la Coutume d'Anjou fait prêter le serment suivant aux enquêteurs :

32. Grézillé (Maine-et-Loire, cant. Gennes, arr. Saumur); Arch. dép. de Maine-et-Loire 189 H 14 (31 mars 1478).

33. Fontevraud-l'Abbaye (Maine-et-Loire, cant. et arr. Saumur); Arch. dép. de Maine-et-Loire, G 351, f° 255-276.

34. BEAUTEMPS-BEAUPRE, Charles-Jean, *Coutumes...*, op. cit., *juridictions*, t. 3, p. 222-223.

35. *Ibidem*, t. 2, p. 341.

36. *Ibid.*, t. 2, p. 338.

« Vous jurez à Dieu et par la foy et serement de vostre corps que l'office d'enquesteur de tel lieu prouement, loyaument, et par bonne diligence vous exercerez; les enquestes, infourmacions, et autres exploiz qui ne sont à reveler, vous tendrez segrez; faveur pour l'une partie contre l'autre vous ne porterez; selon la qualité et quantité de la cause et condition des parties pour qui vous besoignerez salaire moderé vous prendrez; fraude, abuz ne exaction indeue en ceste office vous ne commectrez; les statuz et ordonnances, qui par justice y sont ou seront faiz vous garderez; reverence au siege et au juge vous porterez; et en touz termes loyaument vous gouvernez. Et ainsi vous le jurez³⁷. »

Les enquêteurs n'ont cependant jamais obtenu le monopole de l'exécution des enquêtes testimoniales car dans les faits tous les magistrats de l'Anjou peuvent s'en voir confier la réalisation³⁸. Il résulte de cette situation une grande diversité quant à l'origine des quatre-vingt-seize commissaires dont l'identité est mentionnée, car trente-cinq d'entre eux appartiennent à la sénéchaussée, vingt-cinq sont des agents locaux, treize royaux et un du bailliage de Touraine. Seulement vingt-six ont le statut spécifique d'enquêteur, quel que soit l'échelon de la justice, le reste se composant des six juges mentionnés ci-dessus, mais aussi de treize lieutenants, notaires et sergents, de cinq procureurs et conseillers en cour laye, de deux greffiers et d'un conseiller au Parlement. Ils se distinguent toutefois par leur appartenance quasi générale au corps judiciaire et par une solide formation puisque trente et un indiquent être licenciés en lois, trois bacheliers et deux docteurs. L'existence de l'université d'Angers n'y est sans doute pas étrangère. Tous ne sont cependant pas juristes de profession car douze d'entre eux sont des ecclésiastiques, à l'image de l'abbé de Saint-Florent de Saumur Jean du Bellay qui dirige une enquête le 9 mai 1492 à Saint-Lambert-des-Levées³⁹. Quelques enquêteurs rencontrés au cours des procédures angevines se distinguent par une carrière des plus honorifiques qui les conduit à exercer d'importantes responsabilités locales, surtout à la Mairie d'Angers. Jean Binet, par exemple, cité plus haut, juge ordinaire d'Anjou et du Maine à partir de 1473, est chargé par le roi René d'une mission d'ambassade à Venise en 1479-1480 puis élu maire d'Angers le 1^{er} mai 1486 et le 15 janvier 1487 échevin perpétuel. Jean Belin (qui dirige une enquête en septembre 1487 à Saint-Florent-le-Vieil⁴⁰) est nommé lieutenant général de la sénéchaussée d'Angers en 1485 puis le 22 septembre 1491 élu échevin perpétuel de la Mairie d'Angers et maire le 1^{er} mai 1493. Jacques le Camus (qui a la charge d'une enquête en février et mars 1497 à Doué-la-Fontaine⁴¹), enquêteur d'Anjou, est élu conseiller échevin de la Mairie

37. *Ibid.*, *coutumes et styles*, t. 4, p. 321.

38. *Ibid.*, *juridictions*, t. 2, p. 336.

39. Saint-Lambert-des-Levées (Maine-et-Loire, commune de Saumur); Arch. dép. de Maine-et-Loire, H 1854 (9 mai 1482).

40. Saint-Florent-le-Vieil (Maine-et-Loire, arr. Cholet); Arch. dép. de Maine-et-Loire, H 1960, f° 121-156.

41. Doué-la-Fontaine (Maine-et-Loire, arr. Saumur); Arch. dép. de Maine-et-Loire, H 1635 (26 février 1497).

d'Angers le 29 avril 1505 puis maire une première fois le 1^{er} mai 1506 et à nouveau le 1^{er} mai 1528, pour ne citer que trois cas loin d'être isolés.

Un enquêteur ne se déplace jamais seul : il est toujours accompagné d'un greffier chargé de prendre en notes les dépositions des témoins. Selon la Coutume d'Anjou ces agents touchent six deniers par témoignage⁴². À l'image de leurs supérieurs, leurs situations sont assez hétéroclites, trente-huit étant rattachés à la sénéchaussée et neuf à une cour locale, auxquels il faut ajouter un agent du roi et un lieutenant du bailliage de Touraine. Si les greffiers et les notaires dominent puisqu'ils sont trente-six, exercent également cette charge onze conseillers en cour laye, quatre enquêteurs ou adjoints d'enquêteurs, un sergent, un avocat et cinq ecclésiastiques. À l'instar des enquêteurs, leur bonne formation juridique est attestée puisque onze sont licenciés en lois et huit bacheliers. Les offices d'enquêteur et d'adjoint sont parfaitement compatibles, à l'image de Jean Enfant, enquêteur ordinaire du roi rattaché au bailliage de Touraine et des ressorts et exemptions d'Anjou et du Maine : il est l'adjoint de Jean Percaut, enquêteur d'Anjou, lors d'une enquête menée en octobre 1428 à Durtal⁴³, puis en dirige une en avril et mai 1440 à Trèves⁴⁴ avec l'assistance d'Alain Corbin, notaire en cour laye.

Avant les auditions, chaque partie doit indiquer à l'enquêteur l'identité des témoins qu'elle présente à son examen. Toute personne déposant dans une procédure judiciaire doit être majeure et de naissance libre et légitime. La Coutume d'Anjou pose des conditions supplémentaires à l'acceptabilité d'une déposition qui est jugée irrecevable si le passé judiciaire du témoin est compromettant, si sa condition sociale est trop dégradante (prostituées...), s'il a un lien quelconque avec la partie pour laquelle il dépose (parents, domestiques, sauf en cas de faux monnayage ou de crime de lèse-majesté, avocats des deux parties...), si leur déposition n'a pas de valeur légale (témoins non convoqués officiellement...), si leur déposition risque d'être influencée (ennemis de la partie adverse, corrompus...) et si leur attitude au cours de l'audition n'inspire pas confiance (contradictions, mensonges...). Quant aux femmes, si la loi leur interdit de témoigner, il est dans les faits autorisé de les examiner⁴⁵. C'est ainsi qu'elles représentent quarante-quatre témoins sur un total de mille cent soixante et un. Ce chiffre est évidemment minime et n'autorise pas à déduire une égalité du poids accordé aux témoignages féminins et masculins, d'autant plus que dans les deux enquêtes contradictoires publiées en annexe de cet article les hommes interrogés « déposent » alors que la femme « parle⁴⁶ »... Mais l'es-

42. BEAUTEMPS-BEAUPRE, Charles-Jean, *Coutumes..., op. cit., coutumes et styles*, t. 1, p. 36.

43. Durtal (Maine-et-Loire, arr. Angers); Arch. dép. de Maine-et-Loire, E 516 (2 octobre 1428).

44. Trèves (Maine-et-Loire, cne. Chenehutte-Trèves-Cunault, cant. Gennes, arr. Saumur); Arch. dép. de Maine-et-Loire, E 1323, f° 9-20.

45. BEAUTEMPS-BEAUPRE, Charles-Jean, *Coutumes..., op. cit., coutumes et styles*, t. 2, p. 207-210 et 266.

46. Arch. dép. de Maine-et-Loire, G 562, f° 85-87 et f° 88-91.

sentiel ne réside-t-il pas simplement dans le fait que quelques femmes soient entendues, plus que dans l'importance numérique de leurs témoignages ?

Une fois tous les acteurs des enquêtes réunis, les interrogatoires peuvent commencer. L'audition des témoins ne se fait pas forcément dans la paroisse où se situe le litige, même si dans la majorité des cas il y a tout de même concordance entre les deux lieux. Seulement, les rapports d'enquêtes n'indiquent souvent que le village dans lequel se déroule la procédure, sans plus de détails. Il est donc très difficile de connaître avec précision l'environnement matériel des auditions : dehors, sur le lieu même du litige, au domicile des témoins... Quelques enquêtes fournissent toutefois de plus amples renseignements : y est indiquée la maison dans laquelle l'enquêteur a reçu et entendu les témoins. Ces demeures apparaissent comme des terrains neutres car aucun de leurs propriétaires ne dépose et elles permettent de conserver la confidentialité des échanges. Il est par exemple précisé au début de l'enquête menée en août et septembre 1502 à la Pouèze⁴⁷ qu'elle est « faicte ou bourg de la Poueze, en la maison de Gillet le Peloust... ». Une enquête ne se fait bien souvent pas en une seule fois : quand les témoins sont trop nombreux ou que leurs dépositions sont particulièrement longues, ils sont entendus sur plusieurs jours. Les trois-quarts des enquêtes ne nécessitent cependant pas plus de trois jours pour être menées à bien. Les parties en opposition sont toutes deux convoquées à ces auditions, c'est même une condition *sine qua non* à leur légitimité. Leur présence effective n'est toutefois pas obligatoire, contrairement à celle des témoins qui ne peuvent refuser de venir faire leur déposition⁴⁸.

Il ne faut pas croire à une sorte de « liberté de parole » des témoins. Après avoir décliné leur identité et prêté serment, ils sont guidés dans leurs dépositions par les articles fournis par leur partie. Dans les faits ils se contentent donc souvent de confirmer ou d'infirmer le contenu d'un intendant, en expliquant ensuite les origines de leurs connaissances. Il n'est d'ailleurs pas non plus impossible – et même tout à fait envisageable – qu'ils subissent diverses pressions de la part de la partie qui les cite à comparaître afin d'aller le plus possible dans son sens. Normalement neutres et désintéressés, les témoins peuvent dans certaines conditions être « encouragés » à dire une chose plutôt qu'une autre ou même contraints. Une partie peut ainsi produire une personne sur laquelle elle a de l'autorité, qu'elle contrôle et peut donc influencer. Mais surtout, une partie peut corrompre un individu pour qu'il dépose exactement ce qu'elle désire, ou alors produire des personnes dont l'honnêteté peut être mise en doute. À la lecture des registres d'enquêtes, il apparaît également que les témoins effectuent souvent des dépositions proches les unes des autres. Les mêmes termes, les mêmes arguments, les

47. La Pouèze (Maine-et-Loire, cant. Le Lion-d'Angers, arr. Segré) ; Arch. dép. de Maine-et-Loire, G 1258, f° 198-145.

48. BEAUTEMPS-BEAUPRE, Charles-Jean, *Coutumes...*, op. cit., *coutumes et styles*, t. 3, p. 36 et 209, t. 4, p. 90.

mêmes exemples sont repris dans chacune des dépositions, ce qui peut induire une orientation très précise donnée aux dépositions par les articles de l'intendit et une absence quasi-totale d'initiative des témoins. Tout récit spontané est fait de digressions, de retours en arrière et d'ellipses quasiment jamais remarquables dans les registres. Or, au cours des interrogatoires, les paroles des témoins sont encadrées par la succession des questions qui leur sont posées, mais également peut-être par l'action de recopiage du greffier qui peut réorganiser complètement une déposition, sans que l'on connaisse avec précision l'ampleur de son influence.

À l'image des enquêtes éditées en annexe, les témoignages récoltés par l'enquêteur sont reportés par son adjoint dans un registre dont la mise en forme est stéréotypée. Il est écrit à la première personne, l'enquêteur étant le narrateur, et les témoignages rapportés à la troisième personne. À l'exception des attestations de témoins dont la mise par écrit est effectuée d'un seul tenant, le registre est découpé en différentes parties. Un paragraphe d'introduction ouvre presque toujours le registre. Selon un agencement variable, il contient la plupart du temps les mêmes renseignements d'un document à l'autre⁴⁹ : précision de la nature du document (enquête, information...), présentation de l'enquêteur et de son adjoint (prénom, nom, grade universitaire et office détenu), date et lieu de l'enquête, présentation de la partie pour laquelle et contre laquelle elle est menée (identification, statut et précision de sa qualité, demandeur ou défendeur), explication du litige à l'origine du procès, liste des témoins dont la déposition va suivre, copie de la lettre royale ordonnant de mener l'enquête dans les procédures à mémoire perpétuelle, copie de l'intendit fourni par la partie. Viennent ensuite les paragraphes contenant les dépositions des témoins, à raison d'un par témoignage. Ils s'organisent en deux temps⁵⁰. En premier lieu le témoin est identifié et présenté par la déclinaison de son prénom, de son nom et éventuellement de son surnom, de sa profession, de sa paroisse de résidence et de son âge que suivent une attestation par laquelle le serment a bien été effectué, avec ou sans la présence des parties et l'indication du lieu de naissance et des différentes résidences successives. Vient ensuite la déposition proprement dite, conclue par une phrase certifiant que le témoin a bien été entendu secrètement. Tout changement de date ou de lieu d'audition est précisé entre deux paragraphes. Il n'y a pas de paragraphe de conclusion : tous les rapports se terminent par la fin d'une déposition avec parfois la signature de l'enquêteur et de son adjoint.

Le registre ainsi obtenu est scellé et gardé secret jusqu'à son dévoilement devant le juge et la partie adverse. Les reproches de témoins et les

49. À noter que tous les registres d'enquêtes ne contiennent pas de paragraphe d'introduction, ceux-ci s'ouvrant alors directement avec les témoignages, tout comme les paragraphes d'introduction ne renferment pas obligatoirement l'ensemble des renseignements possibles.

50. Tout comme les paragraphes d'introduction, les paragraphes de déposition ne renferment pas obligatoirement l'ensemble des renseignements possibles.

saluations effectués, le juge peut statuer sur l'affaire. Dans l'application de la règle « témoins passent lettres » les sentences rendues suite aux procédures d'enquêtes encore conservées s'inspirent largement des dépositions récoltées dont le contenu est souvent repris dans l'acte du jugement. Il s'agit donc bien du système probatoire le plus pris en compte à l'époque, ce qui influence son déroulement matériel.

Au cours de la procédure dont sont issues les enquêtes contradictoires éditées en annexe, Catherine Turpin et le chapitre Saint-Maurice d'Angers se disputent un droit de dîme dans la paroisse de Contigné⁵¹. Sont seulement conservées les deux enquêtes – ce qui nous interdit de savoir comment s'est conclu le procès – mais leur lecture conjointe permet de comparer les dépositions au sein d'une même enquête et d'une enquête à l'autre. Les similitudes sont troublantes, tous les témoins racontant que jusqu'en 1468 la dîme était levée pour le chapitre Saint-Maurice d'Angers et qu'à partir de 1469 Catherine Turpin s'en est emparée. En soi, les dépositions ne se contredisent presque pas, les témoins se bornant à rapporter les faits en ne prouvant pas le bon droit d'une partie ou d'une autre. Il s'agit là d'un autre problème posé par les enquêtes, en ce qui concerne leur degré de persuasion. Les dépositions des témoins de la deuxième enquête contradictoire sont d'ailleurs mises en doute par le scribe qui souligne leurs difficultés à être précises lors du témoignage de Jean Jagault, incapable de préciser si la pièce de terre dont il parle était concernée par le litige dans son ensemble⁵². Ceci remet en cause la réelle efficacité du recours au témoignage pour trancher un litige.

La procédure d'enquête est donc complexe dans ses origines ainsi que dans ses tenants et ses aboutissants ; les registres qu'elle a laissés en témoignent. Mais du fait qu'elles contiennent – même indirectement – les paroles de personnes de conditions très diverses, de telles sources renferment tout de même de précieux renseignements utilisables pour une étude sociale de leur contenu. En tout, plus d'un millier de témoins y sont interrogés sur telle ou telle affaire à résoudre, bien sûr, mais aussi sur leur propre personne. Les informations contenues au début de chaque déposition relèvent de trois domaines principaux : la profession, l'âge et la mobilité géographique. Tout d'abord, le poids écrasant de la paysannerie se retrouve dans le panel représenté dans les enquêtes puisque près de la moitié des témoins appartiennent à cette catégorie sociale. Environ 20 % sont artisans avec toute la diversité que cette appellation comporte, les ecclésiastiques représentent à peu près 10 % des déposants, les 20 % restants se partageant entre les marchands, les pêcheurs, les agents administratifs et judiciaires et les nobles. Bien entendu, tous les témoignages apportent leur lot d'informations quant aux conditions de vie de ces catégories. Éclectisme social donc, mais en revanche homogénéité de l'âge, la moitié des témoins ayant entre 40 et 60 ans. Très peu d'entre eux connaissent leur âge exact,

51. Contigné (Maine-et-Loire, cant. Châteauneuf-sur-Sarthe, arr. Segré).

52. Arch. dép. de Maine-et-Loire, G 562, f° 89 v°.

la majorité ne pouvant que l'estimer à cinq ans près, ce qui est sans doute dû à l'absence de registres paroissiaux. Enfin, les enquêtes testimoniales permettent d'appréhender la mobilité spatiale des témoins car plus de 30 % d'entre eux abordent cette question. Parmi ces derniers, plus de la moitié affirment s'être déjà déplacés, ce qui est considérable. Quasiment deux tiers des migrations se sont effectuées entre paroisses immédiatement avoisinantes. La majorité des déplacements n'a donc qu'une vingtaine de kilomètres de portée et reste dans un espace relativement bien connu. Ce ne sont certes pas des mouvements de grande ampleur, mais si on appréhende le déplacement selon ses conséquences sociales, plus que selon son extension spatiale, s'installer dans une nouvelle paroisse entraîne un profond changement de vie, car il s'agit alors de s'intégrer auprès d'une nouvelle église, d'un nouveau seigneur, d'une nouvelle école... L'exemple de Jean Martin est particulièrement probant. Interrogé dans une enquête menée en novembre 1471 à Saumur⁵³, il affirme être né en Espagne et vivre dans le fief de l'abbaye Saint-Florent de Saumur depuis ses 35 ans. Il s'y est installé comme vigneron et en est devenu le sergent seulement vingt ans après. Voilà une intégration réussie et un exemple de ce que le dépouillement des enquêtes peut apporter.

Finalement, l'intérêt de ces documents est double puisqu'il renseigne aussi bien sur l'histoire de la justice et de ses procédures que sur les personnes qui y apparaissent. Riches et fructueuses, de telles sources sont à considérer comme essentielles à toute étude judiciaire comme sociale.

53. Arch. dép. de Maine-et-Loire, H 2293 (11 novembre 1471, f° 24 et 25 du registre).

Annexe 1 – Répartition annuelle des enquêtes

Annexe 2 – Localisation des enquêtes

(Source : LE MENE, Michel, Les Campagnes angevines à la fin du Moyen Âge. Étude économique [v. 1350-v. 1530], Nantes, 1982.)
(Les zones n'appartenant pas au diocèse d'Angers sont hachurées.)

**Annexe 3 – Enquête contradictoire à propos d'un droit de dîme
dans la paroisse de Contigné (première enquête)**

(Arch. dép. de Maine-et-Loire, G 562, f° 85 à 87)

[f° 85] *Enqueste et examen de tesmoigns fait par nous Jehan Lepeletier et Jehan Gruge, conseillers en court laye, pour la partie de venerables et discreptes personnes les doyen et chappitre d'Angiers, demandeurs et complaignans d'une part, à l'encontre de noble dame Katherine Tourpin, dame de la Roche Guion⁵⁴ et de Contigné, deffendeuse et oppousante; ladite enqueste faicte du consentement de maistre Robert Lebreton, procureur desdits demandeurs et Jehan Gallart, procureur de ladite dame, et sur esperance de traicté et appoinctement entre eulx, commencé à faire audit lieu de Contigné le vendredi xxix^e jour de septembre l'an mil iiii^e soixante dix, touchant la question du droit de disme pretendu par chacune desdites parties en une piece de terre sise au desoubz du bourgc de Contigné, estant des appartenances d'une clouserie appartenant à Jehan de Monsoullour, contenant une journau de terre ou environ, joignant d'un cousté à une ruecte par laquelle l'on va de Contigné à Vergeau⁵⁵ et d'autre cousté aux vignes du Cloux aux Moignes⁵⁶, abutant du bout du hault aux vignes du Cloux de la Petite Cousture⁵⁷ et du bout du bas à la terre Laurens le Maczon.*

Perrin Liziart, paroissien de Contigné, laboureur de brax, aagé de quarante ans ou environ, tesmoing produit pour la partie desdits demandeurs et complaignans, fait jurer, [f° 85 v°] enquis et examiné. Dit et deppouse par son serment que quinze ou vingt ans à ou environ, il eut congnoissance de ladite piece de terre parce que en celui temps il estoit demourant avecques Jamet Liziart, son frere, qui pour lors estoit mestayer au lieu de Helland⁵⁸ et le quel deppousant et sondit frere labourent ladite piece de terre de par ung nommé Michel Brays, clousier de ladite courtillerie appartenant audit de Monsoullour. Et depuis en a eu congnoissance par ce que il est touzours allé et venu par auprès de ladite piece de terre. Dit que neuf ans à ou environ, il qui deppouse et messire Pasquier Dauveau furent fermiers de la disme de Contigné appartenant ausdits demandeurs, le quel messire Pasquier l'avoit prins à l'enchere desdits demandeurs et en fut fermier avecques ledit messire Pasquier par troys ans continuelz, durant lesquels troys ans il qui deppouse est bien recollant que ladite piece de terre fut ensemencée en poys par ung nommé Maurice Aubry, pour lors demourant en ladite clouserie et luy semble que ce fut la seconde année desdits troys ans; et après ce que lesdits poys furent cuilliz, demanda audit Aubry la disme des poys creuz celle année en ladite piece de terre, le quel luy repondit qu'il l'avoit baillée audit messire Pasquier, et luy semble que ledit Aubry luy dist qu'il y en avoit eu ung bouesseau. Et depuis en parla audit messire Pasquier qui confessa les avoir euz et en conpterent ensemble ledit messire Pasquier et il qui deppouse. Et dit que l'année emprès que ladite piece fut ensemencée en froment mès ne sait qui en eut la disme, fors qu'il ouyt dire audit messire Pasquier qu'il l'avoit eue. N'a veu autrement ne par autre moyen lever ladite disme et autre chouse n'en sait, dilligeamment interrogé et enquis, les jours et ans dessus dits.

[f° 86] *Messire Pasquier Dauveau, pretre, demourant au lieu de Contigné, aagé de XLVII ans ou environ, tesmoing produit pour la partie desdits demandeurs, fait jurer, enquis et examiné. Dit et deppouse par son serment qu'il a bien congnoissance que lesdits demandeurs ont droit de disme au lieu de Contigné. Aussi a bien congnoissance*

54. La Roche Guyon (lieu non identifié).

55. Vergeau (Maine-et-Loire, commune de Contigné).

56. Le Clos aux Moines (Maine-et-Loire, commune de Contigné).

57. La Petite Couture (Maine-et-Loire, commune de Contigné).

58. Helland (Maine-et-Loire, commune de Contigné, Maine-et-Loire, cant. Châteauneuf-sur-Sarthe, arr. Segré).

de ladite piece de terre dessus confrontée et qui est des appartenances de la clouserie de Jehan de Monsoulour parce que il a esté fermier de ladite disme par *XIII* ans ou environ, icelles *XIII* années darrennières passées et ensuivantes l'une l'autre. Et dit que douze ans à ou environ il est bien recollant que ladite piece de terre fut ensemencée en mestail et en icelle année luy mesmes alla en ladite piece de terre cueillir la disme et icelle print et emporta comme fermier desdits demandeurs jusques à sa maison de la Haye Burelle⁵⁹, où pour lors il demouroit, ne sait quel nombre de gerbes il y print. Dit que neuf ans à ou environ, luy estant fermier, il associa avecques luy en ladite ferme ung nommé Perrin Liziart pour troys ans, pendant lesquels troys ans et en l'une d'icelles années, n'est recollant laquelle, ladite piece de terre fut ensemencée en poys par ung nommé Maurice Aubry, lequel Maurice, après ce qu'il eut mestiné lesdits poys, en apporta à il qui deppouse comme fermier ung bouesseau pour le droit de disme desdits poys creuz en ladite piece de terre et icelui bouesseau reseut et en dispousa comme bon luy semble. Dit oultre que quatre ans à ou environ ladite piece de terre fut ensemencée en mestail par ung nommé Maurille Maugendre, et dit il qui deppouse qu'il eut le droit de disme qui fut laissé en ladite piece de terre et icelle print et emporta en sa maison. Et depuis n'a veu ne congneu que en ladite piece de terre y ait esté ensemencé aucuns blez jusques en l'an mil *III*^e *LXIX* qu'elle fut ensemencée en mestail et le droit de disme emporté par ung nommé messire Michel Bourienne [f° 86 v°] comme fermier de ladite deffandouse pour raison de laquelle procès est meu en cas de complainte entre lesdits demandeurs et ladite deffandouse. N'a veu ne congneu que aucun debat en ait esté meu jusques en ce present procès. Et est ce qu'il deppouse, dilligeamment ouy et interrogé par nous, les jours et ans dessus dits.

Messire Jehan Petiot, pretre, à present demourant à Morenne⁶⁰, aagé de cinquante cinq ans ou environ, tesmoign produit pour la partie desdits demandeurs, fait jurer, enquis et examiné. Dit et deppouse par son serment qu'il a bien congnoissance que lesdits demandeurs ont droit de disme en la paroisse de Contigné, parce que il en a esté fermier par sept années continuelles et ensuivantes l'une l'autre, vingt ans à ou environ. Dit aussi qu'il a congnoissance de ladite piece de terre et laquelle luy a esté montrée par nous en faisant ceste presente enquete. Et dit que en la seconde année qu'il fut fermier, comme luy semble, il print emporta de ladite piece en court reage d'icelle troys gerbes de disme, l'une d'avoine et deux de froment, et icelles dismes en enporta comme fermier desdits demandeurs, en fist et dispousa à son bon plaisir et n'y vit aucun qui luy donnast enpeschement. Dit aussi que en la darennière année de sadite ferme il est bien recollant qu'il print et leva en ladite piece de terre cinq gerbes de froment de disme et qui avoient esté laissez pour ledit droit de disme en ladite piece, icelles cinq gerbes print et enporta, en fist et dispousa à son plaisir sans aucun contredit. Ne sait au surplus qui a prins ne levé la disme en ladite piece de terre, parce qu'il n'a esté demourant ne residant en ladite ville de Contigné. Et est ce qu'il deppouse, interrogé et enquis les jour et an dessus dits.

[f° 87] Maurille Maugendre, demourant audit lieu de Contigné, laboureur de brax, aagé de quarante ans ou environ, à nous produit pour la partie desdits demandeurs, fait jurer, enquis et examiné. Dit et deppouse par son serment qu'il a bien congnoissance de ladite piece de terre dessus confrontée parce que quatre ans à ou environ il laboura comme clousier du lieu de Vaxe⁶¹ appartenant à Jehan de Monsoulour et icelle piece de terre ensemensa en mestail et, après ce que ledit blé fut sayé et enjanelé, il qui depose laissa six gerbes de disme en ladite piece et, après ce qu'il les eut laissées, dist à messire Pasquier Dauveau, pretre lors fermier de ladite dismerie, que lesdits

59. La Haie Burelle (Maine-et-Loire, commune de Contigné).

60. Morannes (Maine-et-Loire, cant. Durtal, arr. Angers).

61. Vaxe (Maine-et-Loire, commune de Contigné).

demandeurs ont droit de prendre en ladite paroisse de Contigné qu'il allast querir lesdites six gerbes de disme, et dit que ledit messire Pasquier alla querir lesdites gerbes mès ne les luy vit pas lever mès vit ledit messire Pasquier qui enmenoit lesdites gerbes et dist ledit messire Pasquier à il qui deppouse qu'il les avoit levées. N'a veu ne congneu que autre ait prins ne levé ledit droit de disme en ladite piece de terre parce qu'il ne s'en est donné aucune garde. Et est ce qu'il deppouse, dilligeamment interrogé et enquis les jour et an dessus dits.

Lepeletier et Gruge.

Annexe 4 – Enquête contradictoire à propos d'un droit de dîme dans la paroisse de Contigné (seconde enquête)

(Arch. dép. de Maine-et-Loire, G 562, f° 88 à 91)

[f° 88] *Enqueste et examen de tesmoigns fait par nous Jehan Lepeletier et Jehan Gruge, conseillers en court laye, pour la partie de noble dame Catherine Tourpin, defendeuse, contre les doyen et chappitre de l'Eglise d'Angiers, demandeurs et complaignans; ladite enqueste faicte du consentement de maistre Robert Lebreton, procureur desdits demandeurs, et Jehan Gallart, procureur de ladite deffendeuse, et sur esperance de traicté et appointment entre eulx, commencée de faire audit lieu de Contigné le vendredi xxix^e jour de septembre l'an mil m^l LXX, touchant la question du droit de disme pretendu par chacune desdites parties en une piece de terre sise au desoubz du bourgc de Contigné, estant des appartenances d'une clouserie appartenant à Jehan de Montsoulleur, contenant un journaux de terre ou environ, joignant d'un cousté à une ruecte par laquelle l'on vait de Contigné à Vergeau et d'autre cousté aux vignes du Cloux aux Moygnes, abutant du bout du hault aux vignes de la Petite Cousture et du bout du bas à la terre Laurens le Maczon.*

Messire Nicolas Bourienne, pretre, demourant à Contigné, aagé de xxxiii ans ou environ, tesmoin produit pour la partie de ladite demandeuse, fait jurer, enquis et examiné. Dit et deppouse par son serment que xiiii ans à ou environ, autrement du temps n'est recollant, il estoit escollier, estudiant en la ville⁶² de Contigné soubz messire Estienne des Landes, maistre et tenant les escolles dudit lieu de Contigné, lequel deposant [f° 88 v°] dit que ledit messire Estienne estoit pour lors fermier et gouverneur de la disme appartenant à ladite deffendeuse audit lieu de Contigné et que environ celui temps il dit estre recollant que ledit messire Estienne appella il qui deppouse, Georget Brays, pour lors secretain de l'eglise de Contigné; et il qui deppouse, ledit messire Estienne, Georget Brays et Gilles Brays, son fils, allerent ensemble en ladite piece de terre dessus confrontée et illecques prindrent des gerbes, ne sait quel nombre, ne quel blé, froment ou mestail, et en emporta il qui deppouse une gerbe ou deux, n'est recollant duquel, et ledit messire Estienne en emporta ce qu'il en peut emporter et pareillement lesdits Geoget et Gilles les Brays. Dit que autrefois et par avant lesdits xiiii ans, il qui deppouse, ledit messire Estienne et Georget avoient prins et levé de ladite piece des dismes, ne soit quel nombre ne de quel blé, froment, saigle ou mestail, mès dit estre bien rescollant que à une desdites années, il emporta à ung coup deux gerbes, et icelles porta jusques à la maison dudit messire Estienne. Dit que depuis les xiiii ans dont dessus a deppousé il n'a point veu prendre ne lever aucun droit de disme en ladite piece de terre jusques en l'an mil m^l LXIX ou temps de mestives, que il qui deppouse fist enmener de par ladite deffendeuse sept gerbes de froment pour le droit de disme

62. Vigne ms.

du froment creu en ladite piece et icelle chargea en la charreste de ung nommé Jehan Lebrun, pour raison desquelles gerbes prises complainte en a esté faicte contre luy. Dit oultre que par une autre année par avant le temps dont dessus a deppousé il vit feu Morice Aubry, qui estoit clousier de ladite terre, apporter audit messire Estienne, par une année seulement, presque ung bouesseau de poys qu'il disoit [f° 89] estre le droit de disme des poys creuz en ladite piece celle année, laquelle piece ledit Aubry nomoit et appelloit la terre Saunier. Dit que autrement il n'a veu prendre ne lever ladite disme et est ce qu'il deppouse, fors que les choses par luy deppousées sont vroys, dilligeamment ouy, enquis.

Messire Jehan Jagault, pretre, demourant à Cheré⁶³, aagé de trente huit ans ou environ, tesmoign produit pour la partie de ladite deffendeuse, fait jurer, enquis et examiné. Dit et deppouse par son serment qu'il a bien congnoissance que lesdits deffendeuse et demandeurs ont droit de disme en la ville et paroisse de Contigné et dit le savoir parce que il a demouré par longt temps audit lieu de Contigné avecques feu messire Jehan Jagault, son oncle, curé dudit lieu de Contigné. A veu et congneu que lesdits demandeurs et deffendeuse y prenoient disme et dit pareillement avoir congnoissance de ladite piece de terre, laquelle par nous en faisant ce present examen luy a esté monstrée. Et dit que xvi ou xvii ans à ou environ, autrement du temps n'est recollant, ung nommé Guillaume Duheaulme, soy disant fermier de la disme appartenant à ladite deffendeuse, [f° 89 v°] luy bailla ledit droit de disme à ferme, tel qu'il compecte et appartient à ladite deffendeuse. Et dit que en l'une d'icelles années il print et leva cinq gerbes de disme froment ou mestail au longt reage de ladite piece de terre et que ung nommé Maurice Aubry et il qui deppouse porterent lesdites cinq gerbes jusques audit lieu de Contigné en la maison dudit Duheaulme et d'icelles en fist et disposa à son bon plaisir, sans contredit. Et dit, sur ce requis, qu'il ne savoit à deppouser si toute ladite piece de terre estoit pour lors ensemencée ou nom. N'a veu ne congneu que autre ait prins ne levé dismes en ladite piece de terre. Et est ce qu'il deppouse, fors que les chouses par luy deppousées sont vroys, dilligeamment interrogé.

Michelle, femme de Jehan Destail, paroissienne de Contigné, aagée de quarante ans ou environ, tesmoing à nous produicte pour la partie de ladite demandeuse, fait jurer, enquis et examinée. Dit et deppouse par son serment que xx ans à ou environ elle fut marié avecques feu Maurice Aubry, son premier mary, et demourerent lesdits Aubry et elle [f° 90] avecques feu Jehan Fignecte, pere de celle qui deppouse, par l'espace de dix ans et puis allerent demourez au lieu de Vaxe, appartenant à present à Jehan de Monsoullour où ilz demourerent par l'espace de x ans ou environ, par quoy elle a eu congnoissance de ladite piece de terre pour ce qu'elle est des appartenances dudit lieu. Et dit que la tierce ou quarte année qu'ilz vindrent à demourez audit lieu, ilz labourerent ladite piece de terre et icelle ensemencerent, l'une partie en mestail et l'autre en froment. Et croit elle qui parle que ung nommé messire Jehan Jagault, ou autre de par ladite deffendeuse, leverent ladite disme, mais ne fut point presente à la voir lever ne prendre et n'y vit aucun debat. Dit que troys ou quatre ans après ladite terre fut ensemencée par ledit feu Aubry, son mary en poys alias vexe lesquelx furent cuilliz et mestivez audit lieu de Vaxe. Et après ce qu'ilz furent batuz, elle qui deppouse dit qu'elle enporta celle année ou une autre année, n'est pas bien rescollante, à ung nommé Duheaulme, lors fermier de la disme de ladite deffendeuse, presque ung bouesseau de poys pour ledit droit de disme creu en ladite piece; et ne croit point, ne n'est point recollante que ce fust pour autre piece. Dit que depuis ladite piece de terre fut ensemencée en froment et mestail, et après ce que le blé fust meu, elle qui deppouse dit que sondit feu mary fist enmener [f° 90 v°] ledit blé avecques ledit droit de disme, parce que ung nommé messire Estienne des Landes, lors fermier du doit de disme

63. Cherré (Maine-et-Loire, cant. Châteauneuf-sur-Sarthe, arr. Segré).

appartenant à ladite deffendeuse, luy avoit chargé de cueillir et amasser lesdites dismes. Ne vit point charger icelles mais ouï dire aux chartiers qui avoient enmené ledit blé, du nom desquelx n'est recollante, qu'ilz avoient enmené tout ledit blé avecques tout ledit droit de disme. Dit que depuis, comme lui semble, ladite terre fut ensemencée en froment et croit que ledit feu son mary celle année ne print le droit de disme pour ledit feu messire Estienne des Landes, qu'elle ne fut point presente à la voir lever et que jamès ne vit debat audit droit de disme jusques present. Et est ce qu'elle deppouse.

Lepeletier et Gruge

RESUME

À la fin du Moyen Âge, l'enquête testimoniale constitue le système probatoire le plus utilisé par les cours de justice. Essentiellement employée afin de résoudre des litiges civils, cette procédure consiste à collecter dans deux enquêtes contradictoires les dépositions des témoins cités par chacune des deux parties en opposition. Les cent dix registres d'enquêtes retrouvés pour l'Anjou de 1380 à 1530 en constituent une bonne illustration par leur nombre et leur diversité. Si la nature des enquêtes peut varier en fonction de leur place dans l'instruction, des problèmes dont elles traitent et des témoins qu'elles font intervenir, leur déroulement concret ainsi que leur mise par écrit sont stéréotypés et dictés par la Coutume. Les registres qui en découlent contiennent alors des informations d'ordre judiciaire, bien entendu, mais aussi social, principalement quant à la personne du témoin.

ABSTRACT

At the end of the middle Ages, the inquiry establishes the probationary system the most used by courts of justice. Essentially used to resolve civil disputes, this procedure consists in collecting in two contradictory inquiries the testimonies of witnesses quoted by each of the parts in opposition. Hundred and ten registers of inquiries found for Anjou from 1380 till 1530 establish a good illustration with their number and their variety. If the nature of inquiries can vary according to their place in the instruction, the problems with which they deal and the witnesses which they bring in, their concrete progress as well as their put down in writing are stereotypical and dictated by the Custom. The registers which ensue from it contain then information of judicial order, naturally, but also social, mainly as for the person of the witness.